

Jacques RUPNIK (dir.) : Le déchirement des nations, coll. L'idée du monde, Paris, Seuil, 1995, 286 p.

Denise Helly

Volume 19, Number 3, 1995

Pouvoirs de l'ethnicité

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/015378ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/015378ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département d'anthropologie de l'Université Laval

ISSN

0702-8997 (print)

1703-7921 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Helly, D. (1995). Review of [Jacques RUPNIK (dir.) : Le déchirement des nations, coll. L'idée du monde, Paris, Seuil, 1995, 286 p.] *Anthropologie et Sociétés*, 19(3), 226–228. <https://doi.org/10.7202/015378ar>

Jacques RUPNIK (dir.) : *Le déchirement des nations*, coll. L'idée du monde, Paris, Seuil, 1995, 286 p.

Ce volume comprend dix articles traitant de deux thèmes actuels : le réveil des nationalismes et la multiplication des demandes de sécession ; la crise des nationalismes unificateurs (arabe, indien, soviétique). Quatre questions principales sont soulevées et des éléments d'explication avancés.

La fragmentation nationale dans l'ex-Empire soviétique et ses satellites, en Inde (Khalistan, Cachemire), en France (Corse), au Canada et en Belgique, comme la montée du régionalisme en Italie, soulèvent la question des limites de l'autodétermination. J. Rupnik rappelle un paradoxe, selon lui, du nationalisme : la nation B l'invoque pour défendre ses droits contre la nation A, mais refuse ce droit à la nation C, au nom, toujours, d'un impératif de survie (p. 12). M. Ignatieff illustre cette thèse par le cas québécois où le droit à la survie culturelle de la nation crie et les droits linguistiques des immigrants anglophones seraient menacés si le courant sécessionniste défendant une conception ethnique de la nation prédominait sur celui mettant de l'avant une définition plus universaliste de la nation (p. 148-156). Aucune limite de cette logique de l'autodétermination n'ayant jamais été établie, J. Rupnik estime, pour sa part, que le processus de division ne peut que se poursuivre dans l'incertitude et le chaos, comme l'illustre la multiplication des États-nations dans l'ex-Union soviétique.

La seconde question concerne les fondements des mouvements nationalistes : existe-t-il entre ces derniers des traits communs, des fondements similaires ? Rupnik rappelle les positions de certains auteurs, selon lesquels nombre de nationalismes actuels ont des fondements civilisationnels et culturels. Selon Rupnik, plusieurs processus expliquent ce fait. La fin de la dictature impériale soviétique et la réunification de l'Allemagne au nom de l'autodétermination ont libéré les forces politiques des nations effacées par les accords de Versailles et de Yalta alors que la faillite du projet égalitaire, libéral ou communiste, avait déjà signé la fin du mythe des Lumières, du progrès et de la légitimité des États. Ce vide idéologique aurait induit le retour aux « certitudes » des origines ethniques et religieuses et de ce que Dominique Wolton (1993) dénomme « la bande des quatre » : nation, histoire, religion, identité.

Ce processus a été particulièrement aisé dans les sociétés multinationales où identités ethnonationale et religieuse sont liées historiquement (p. 15-16) : catholiques polonais, lituaniens et slovaques contre orthodoxes russes et protestants allemands ; minorités musulmanes de l'Asie centrale soviétique ; islamisation des pays arabes contre l'Occident ; hindouisation de l'Inde contre les mouvements musulman et sikh. Il a été aussi aisé dans les États où aucune identité nationale politique n'a été historiquement consolidée. Dans l'ex-Yougoslavie, orthodoxes serbes, catholiques croates et bosniaques musulmans de l'ancien Empire ottoman s'affrontent ainsi à nouveau. Selon S.K. Pavlowitch, le régime communiste n'a jamais réussi son projet de créer un État-nation. En fait, en créant des républiques, il a donné une assise territoriale aux « nations » existantes (Serbie, Croatie, Slovénie) et, pour les contrer, il a créé de nouvelles nations (Monténégro, Macédoine, Bosnie-Herzégovine pour donner une base territoriale aux musulmans) (p. 86-87). Les affrontements actuels ne seraient que le produit de cette stratégie de contrôle du pouvoir. J. Rupnik rappelle aussi le rôle déterminant des intellectuels dans ce conflit ; ils n'ont opposé aucune résistance à l'érection de frontières ethniques, et y ont au contraire contribué activement (p. 23-26).

Similairement, selon G. Nivat, la fragmentation politique de la Russie actuelle peut survenir en l'absence d'une identité nationale russe ancrée dans l'histoire. Celle-ci s'est construite essentiellement sur les conquêtes tsaristes et communistes, mais une fois l'Empire éclaté, démembré, elle n'a plus de bases (p. 75), et les clivages ethnoreligieux réapparaissent. Illustration inverse du poids de l'histoire, le cas des nouveaux États de l'Asie centrale

soviétique présenté par Olivier Roy. Ces cinq États établis entre 1924 et 1929 sont des créations artificielles du système soviétique. L'invocation par ce dernier de l'existence de cinq ethnies séparées (Ouzbeks, Tadjiks, Kirghizes, Turkmènes, Kazakhs) ne correspondait nullement à la réalité. Les ethnies étaient imbriquées, ne se répartissaient nullement sur des territoires précis et disposaient de structures de pouvoir multiethniques et souvent bilingues. L'affiliation locale était plus active que l'affiliation ethnique. Cette dynamique demeure et il est significatif que les nouveaux États n'ont jamais repris à leur compte le fait ethnique pour s'opposer entre eux.

Une autre question concerne le rapport entre la globalisation économique et la viabilité des nouvelles entités nationales. La résurgence actuelle du nationalisme n'est-elle que le dernier sursaut d'une idéologie de la souveraineté nationale dont la mondialisation de l'économie sonnera le glas d'ici quelques décennies ? J. Rupnik parle d'« égoïsmes économiques » à propos de nombre des mouvements nationalistes actuels (p. 18). Il fait référence à la volonté de populations (mouvements flamand, lombard, catalan et québécois ; ex-Yougoslavie, ex-URSS) de s'affranchir d'États centraux trop coûteux et centralisés au nom d'une citoyenneté régionale, attachée à un territoire et à une histoire, et en vue de s'insérer au sein de nouveaux espaces économiques internationaux (Union européenne, ALENA). Mais les nouveaux États slovène, balte, croate et tchèque ont découvert leur dépendance des anciens marchés et les limites de l'indépendance, comme pourraient le faire les mouvements régionalistes ou sécessionnistes en lutte actuellement (p. 19).

Dernière question soulevée par ce volume, les mouvements nationaux actuels sont-ils une condition nécessaire, pour les sociétés qui les portent, de leur accès à la modernité, à la démocratie ? Pour Rupnik, démocratie et souveraineté nationale ne peuvent que se combiner dans la première phase de la désagrégation d'un système fédéral et d'un empire. La réelle question est de savoir si cette symbiose est durable à long terme, car nationalisme et tentation autoritaire peuvent se combiner si le projet indépendantiste ne répond pas aux attentes qu'il a suscitées.

Deux études de cas introduisent d'autres questions sur deux formes de nationalisme intégrateur, l'arabe et l'indien. Pour C. Jaffrelot, l'hindouisation du nationalisme indien n'est que l'effet de la manipulation des conflits communautaires par le Parti du Congrès durant les années 1980 et de la conviction, semble-t-il, d'Indira Ghandi que la défense de la nation indienne passait par la mobilisation de la culture hindoue (p. 225). Quant au nationalisme panarabe anti-européen si fort durant les années 1950-1960, il a été, selon G. Salamé, largement discrédité par son utilisation par des régimes non démocratiques, par l'absence d'unité entre les pays arabes et par la contestation islamiste. De plus, les États territoriaux existants ne disposent pas de mythe fondateur alors qu'un autre mythe mobilisateur, l'islamisme, n'a pas d'États dans lesquels s'incarner. Aussi assiste-t-on à l'heure actuelle à un déclin de la problématique nationale dans le monde arabe et à une simple récupération par des régimes séculiers de thèmes islamistes servant l'affrontement avec l'Ouest et avec Israël. Avec la déchristianisation du Moyen-Orient et du Maghreb, l'essoufflement des appareils d'État, le conflit israélo-palestinien et les divisions entre pays arabes, exacerbées par la baisse de la rente pétrolière, l'arabisme actuel montrerait, sous le couvert d'un nouveau langage religieux, le même refus des frontières étatiques et la même « soif d'identité culturelle différente de l'Occident » que le panarabisme des années 1950-1960 (p. 200-209).

Denise Helly
INRS — Culture et Société
Montréal

Référence

WOLTON D.

1993 *La dernière Utopie, naissance de l'Europe démocratique*. Paris : Flammarion.

Suzanne OBOLER : *Ethnic Labels, Latino Lives. Identity and the Politics of (Re)Presentation in the United States*, Minneapolis et Londres, University of Minnesota Press, 1995, xxii + 226 p., bibliogr., index.

Suzanne Oboler est une spécialiste américaine — née au Pérou — des études latino-américaines. Elle connaît donc bien le sujet dont elle traite, l'identité *latino* et l'identité *latina* aux États-Unis. Tout au long de son ouvrage, elle cherche à montrer comment une population composite, dont le seul trait commun était l'usage de la langue espagnole, a été racialisée et définie en tant que groupe ethnique homogène à partir de la fin du XIX^e siècle. Ces gens étaient soit des hispanophones du Sud-Ouest, dont les ancêtres avaient peuplé la Californie, l'Arizona et le Nouveau-Mexique bien avant l'annexion de ces territoires aux États-Unis, soit des Portoricains devenus américains en 1898, lors de la guerre contre l'Espagne. S'y ajoutèrent par la suite des immigrants venus de Cuba, d'Amérique centrale, du Mexique ou d'Amérique du Sud.

Tous ces groupes, dont chacun se considérait comme appartenant avant tout à une nationalité donnée (*chicana*, porto-ricaine, cubaine, mexicaine, colombienne, etc.) se virent progressivement attribuer, d'abord par les autorités américaines, ensuite par les médias et l'opinion publique majoritaire, l'appellation collective d'hispaniques. Dans une société fondée avant tout sur les distinctions entre races, cette appellation prit rapidement une connotation raciale, le terme « hispanique » devenant synonyme, selon Oboler, de « Autre non blanc ». Les hispanophones ne pouvaient être considérés par l'idéologie dominante comme de vrais Américains, puisque ces derniers se définissaient implicitement comme des Blancs d'origine (nord-)européenne et de langue maternelle généralement anglaise. Par contre, on ne pouvait pas non plus les considérer comme des Noirs (une décision d'un tribunal californien entérine ce fait dès le milieu du XIX^e siècle), puisque ceux-ci, le plus souvent nés d'ancêtres installés aux États-Unis dès l'époque coloniale, étaient de toute évidence des Américains malgré leur couleur. D'où la nécessité de créer une catégorie spéciale, qui subsiste encore aujourd'hui à une époque où, selon l'auteure, l'égalité semble consister en la possibilité pour chaque groupe « racial » de préserver ses particularismes réels ou imaginés.

L'identité hispanique, imposée à ses porteurs, est donc stigmatisante, à la fois dans ses intentions explicites (elle vise à séparer un groupe de citoyens et d'immigrants du reste de la population) et dans ses effets (elle a pris une connotation négative de malpropreté, délinquance, chômage et pauvreté). Qui plus est, elle ne signifie le plus souvent rien pour ceux à qui on l'applique, puisqu'ils continuent à se définir avant tout par rapport à leur nationalité d'origine — ou à celle de leurs parents, quand ils sont nés aux États-Unis.

L'analyse d'Oboler, et c'est là un de ses mérites, n'est pas socialement univoque. L'auteure montre en effet que l'appartenance de classe a une influence sur l'autoreprésentation identitaire. Les « hispaniques » de classe moyenne, surtout s'ils sont nés à l'étranger, montrent moins de réticence à s'attribuer cet ethnonyme que ceux de la classe ouvrière. Les